

# Livre de POMONE sur l'euro et ses conséquences

Par Jean-Pierre Gérard

*Président de l'Institut Pomone*

*Ancien membre du Conseil de la Politique Monétaire*

Quand on regarde le graphique de la croissance des différents pays de la zone euro, deux éléments apparaissent. Tout d'abord le bénéfice incontestable que l'Allemagne a tiré de la mise en place de l'euro pour son activité, mais il faut faire remarquer que cet avantage allemand n'a réellement commencé qu'en 2004, c'est-à-dire à partir du moment où Jean-Claude Trichet a mené une politique monétaire hyper restrictive dans la crainte d'une inflation qui n'existait que dans son esprit.

## I. L'union européenne est malade de l'euro

L'histoire des unions monétaires, montre que celles-ci ont toujours les mêmes conséquences. Renforcement des forts, affaiblissement des faibles. Augmentation des transferts et paupérisation de grands ensembles. Cette évolution est encore plus rapide en raison de la liberté des échanges mondiaux. Tout le monde sait parfaitement, et les Allemands plus que tous les autres avec le coût de la réunification, que la partie la moins efficiente se paupérise et que la partie la plus dynamique s'enrichit considérablement. Si l'on regarde ce qu'est devenue l'Allemagne de l'Est après la réunification, on est bien obligé de considérer que malgré tous les transferts, l'Allemagne n'a pas réussi à réindustrialiser les anciens Länder de l'Allemagne de l'Est.<sup>1</sup>

Enfin parmi les pays de l'union européenne, certains ont choisi de ne pas rejoindre la Zone €. La situation économique y est tout à fait satisfaisante, (faible chômage, croissance plus élevée, équilibre commercial etc..) Cette situation contraste malheureusement avec les pays de la zone €. A l'exception de l'Allemagne qui, compte tenu de sa structure industrielle<sup>2</sup>, et de l'Hinterland européen qui n'appartient pas à la zone €, est dans une situation satisfaisante, dans tous les pays de la zone euro la situation est difficile (chômage élevé, déficits publics et privés activité économique particulièrement faible, perte de pouvoir d'achat etc.)

**Nous pouvons donc affirmer que les pays de la zone €, sont malades de l'€**

**Oui, l'euro à une responsabilité écrasante dans la situation économique française.**

Mais les responsables politiques de notre pays ont encore aggravé la situation avec des décisions incohérentes entre les décisions européennes et les décisions nationales. Construire la monnaie unique aurait dû avoir comme première conséquence de ne surtout pas réduire la durée du travail. Réduire la durée du travail, aurait dû être dans l'esprit de chacun rigoureusement incompatible avec la création de l'euro.

Au bout de 17 ans de l'euro, les écarts se sont tellement creusés, les situations économiques tellement détériorées, qu'il est illusoire de penser résoudre ces inégalités par des déflations internes comme le préconisent la commission européenne, le Fond Monétaire International etc. Il est indispensable de procéder à un réajustement monétaire sans lequel on condamne pour au moins 50

<sup>1</sup> voir Ifo Point de vue n °170: [Ne pas Pérenniser la mala die « hollandaise » en Europe: les leçons de la réunification allemande pour une Union fiscale européenne.](#)

<sup>2</sup> même en Allemagne la situation se détériore, ce que reprochent en particulier les membres de l'Alternativ für Deutschland.

ans des pays comme la Grèce l'Italie, le Portugal, l'Espagne et la France a des difficultés économiques insurmontables.

Il nous apparaît évident qu'il est essentiel dans la situation actuelle de retrouver des marges de manœuvre monétaire. C'est ce que l'institut Pomone écrit dans une petite plaquette : la fin de l'euro, l'indispensable condition du redressement de notre économie et de l'équilibre économique de l'Europe. Tous les arguments sur la sortie de l'euro figurent dans les autres chapitres de ce livre, mais si la sortie de l'euro est une condition nécessaire du renouveau économique de la France et l'Europe, elle n'est pas suffisante.

Ce sont ces conditions de réussite de la sortie de l'euro que nous allons définir dans ce chapitre.

Les défenseurs de l'euro, et ils sont nombreux dans le monde de la finance, dénoncent le chaos, le chômage de masse, une explosion de la dette publique, une crise des actifs financiers, et une montée des taux d'intérêt. Entre autres termes, on nous prédit le chaos, mais le chaos est déjà là. Et il est nécessaire d'en sortir.

## **II. Réorganisation monétaire et réorganisation du tissu productif.**

L'industrie française ne profite pas de la reprise mondiale titrait dans sa une, le journal « Les Échos » du 3 Mars 2016. On aurait pu ajouter l'agriculture ainsi que certains services comme le Tourisme. Comment interpréter cette information ? Le secteur productif français a été tellement malmené depuis la première crise pétrolière que le socle de notre production nationale s'est dangereusement réduit. Certes il n'est pas encore à zéro mais l'agriculture comme l'industrie n'ont plus les capacités de rebond qui existaient encore avant la création de l'euro, en particulier de 1996 à 2002.

Nous avons la ferme conviction que la réorganisation monétaire si elle est indispensable se révélera totalement insuffisante compte tenu de la part devenue particulièrement faible des activités productives (essentiellement industries et agriculture). Depuis plus de 40 ans toutes les décisions de politique économique ont été prises avec des options qui ont favorisé systématiquement les ménages par rapport à l'industrie et l'agriculture.

Depuis plus de 40 ans, les décisions de politiques économiques, ont concouru à l'augmentation de la dépense publique, et ont été presque toutes financées sur les entreprises au premier rang desquelles les entreprises industrielles. Ces solutions sont les moins douloureuses politiquement. L'accroissement des prélèvements ont des effets lents et peu perceptibles. Le MEDEF peut protester mais qui croit le Medef. Un an plus tard les ministres vous disent que finalement tout s'est bien passé, et effectivement les entreprises industrielles qui ont disparu, ne peuvent plus témoigner.

L'activité industrielle a fortement baissé depuis 1973. Celle-ci représentait environ 35% du PIB, nous en sommes aujourd'hui à 11,2% (pour la partie soumise à la concurrence internationale) et si on intègre la construction moins soumise à la concurrence internationale on obtient 16,9. L'activité concurrencée a comme on le constate dans le tableau ci-joint, a fortement baissé et représente non seulement une part moins importante du PIB, en valeur relative, mais en plus perd en capacité absolue. Agriculture plus industrie voient leur part passer de 24,9% à 12,9% du PIB de leur époque. Plus grave même si les valeurs ne sont pas directement comparables, agriculture et industries représentent seulement en 2014, 81,5% de leurs productions de 1980. Or ce sont les deux secteurs qui peuvent exporter et donc équilibrer notre balance commerciale.

En milliards de dollars,

Secteur d'activité	en \$ de 1980	en \$ courants 2014	en \$ de 2014	en \$ de 2014	évolution en \$ comparables
<b>PIB français</b>	<b>617,00</b>	<b>1 783,10</b>	<b>2 806,00</b>		
	Part des secteurs en		Part des secteurs en		
	<b>1980</b>		<b>2014</b>		
Agriculture	4,3 %	76,70	1,7 %	47,70	62,19%
Manufacture	20,6 %	367,30	11,2 %	314,27	85,56%
Énergie	3,2 %	57,05	2,6 %	72,96	127,90%
Construction	7,6 %	135,50	5,7 %	159,94	118,04%
Services	64,3 %	1 146,50	78,9 %	2 213,93	193,10%

Si la situation a pu se maintenir vaillamment sur les années 1990, on le doit au programme électronucléaire arrivé en pleine puissance qui a permis de limiter notre approvisionnement pétrolier. Nous le devons également à une appréciation significative du \$ à partir de novembre 1996. Ces deux chances ont été dramatiquement gaspillées par le gouvernement Jospin, issu de la lamentable décision de la dissolution Chirac<sup>3</sup>.

Cette amélioration de la conjoncture a amené le gouvernement Jospin. à s'autoriser des dépenses structurelles, alors que l'amélioration ne pouvait être que conjoncturelle. La crise financière et économique de 2008 ne pouvait trouver qu'un pays affaibli.

### III. Les décisions défavorables aux secteurs productifs

Il nous faut revenir sur l'ensemble des décisions défavorables à l'industrie et à l'agriculture depuis 1973. La faiblesse du secteur productif est la conséquence de toutes ces décisions. Si nous voulons retrouver notre puissance de production, et pour que la réorganisation monétaire ait un plein succès il faudra bien s'interroger sur la pertinence de leur maintien.

La toute première décision négative prise par le gouvernement Chirac, en 1974, est l'instauration de la taxe professionnelle. Malgré tous les avertissements, cette taxe exonérera en premier lieu les moins délocalisables, elle aura favorisé l'ensemble du commerce, et des services au détriment de l'industrie. Cette taxe sera une aubaine pour les collectivités locales qui accroîtront leurs dépenses sans aucune considération pour leurs entreprises.

La hausse des prix du pétrole 1973 n'est pas à proprement parler une décision, mais il s'agit d'une ponction violente sur l'économie française et il faudra plusieurs années pour que les nouveaux circuits économiques puissent s'installer avec le recyclage des pétrodollars. La deuxième hausse en 1979 plus douloureuse encore alors que l'industrie n'était pas remise de la précédente.

Les évolutions du temps de travail, constituent la deuxième atteinte grave au fonctionnement industriel. En 1981, la durée légale du travail passe à 39 heures et la quatrième semaine de congés payés est décrétée. En 1997 ou 1998. Martine Aubry fait passer les 35 heures et la cinquième semaine de congés payés. Malgré des compensations d'adaptation, avec des transferts considérables, les dégâts seront dramatiques. En outre cela a engendré des adaptations complexes avec une mise en œuvre administrative importante. La leçon n'a pas été reçue, les comptes pénibilité, la retenue à la source de l'impôt sur le revenu etc.

<sup>3</sup> En novembre 1996, le dollar commençait à se réapprécier. Voir mon interview dans le Monde du Novembre 1996

La fiscalité avec les créations multiples des impôts et taxes diverses, avec l'ISF, la CSG du gouvernement Rocard qui en moins de 20 ans passera de quelques % des salaires à 15,5% de tous les revenus. Mais on citera pèle mèle l'exit tax, le forfait social sur l'intéressement et la participation. Atlantico a recensé 266 impôts<sup>4</sup> et taxes diverses dont l'utilité sociale reste à démontrer.

La politique monétaire sur cette même période sera complètement à rebours. D'abord la Banque de France qui avant d'être indépendante a mené une politique hyper restrictive, d'alignement systématique sur l'Allemagne. Cette attitude a encore été renforcée avec la signature du traité de Maastricht et l'arrivée de Jean Claude Trichet à la direction du Trésor puis à la Banque de France. Avec le Conseil de la Politique Monétaire de 1996 à 2000, la politique monétaire s'assouplit un petit peu, grâce à la remontée du dollar. Ce sera le seul répit, la seule période où l'emploi s'améliorera de 1997 à 2004, fin de la présidence de Duisenberg. Avec la présidence de Jean-Claude Trichet la politique monétaire redevient restrictive jusqu'en 2008 engendrant avec la crise financière qui se traduira assez vite par une crise économique.

La fin de la politique agricole commune marque la disparition définitive de l'agriculture française, qui aboutit sous la pression de la Grande-Bretagne, à l'abandon de toute préférence communautaire. Il était inéluctable que cette accumulation de contraintes se traduise dans l'affaiblissement de nos activités productives, mais il est non moins évident qu'aujourd'hui avec la disparition de pans entiers de notre industrie, une politique macro économique comme celle qu'apporterait la réorganisation monétaire que nous appelons de nos vœux serait rigoureusement insuffisante.

Le caractère calamiteux de ces décisions de politique économique apparaissent à la lecture des évolutions de la valeur ajoutée industrielle.

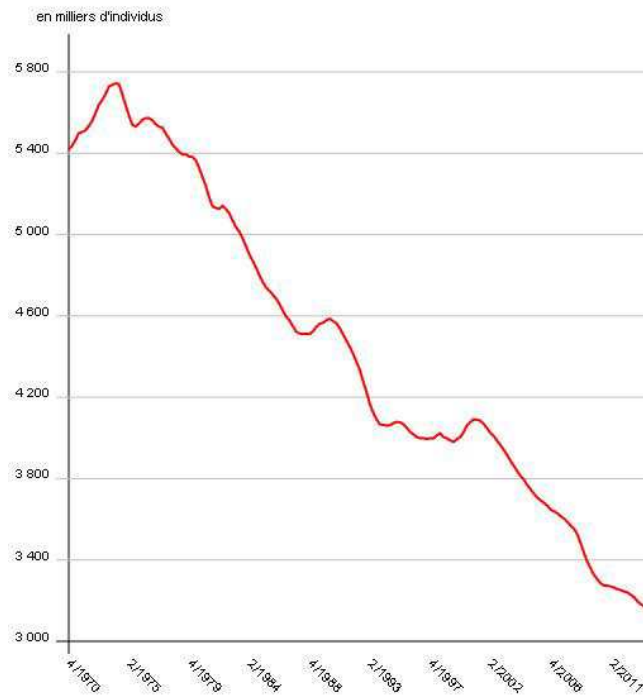
- De l'ordre de 35 % du PIB en 1973
- 17,2 % en 2000
- 14,3 % en 2010
- 12 % en 2015

Sur cette même période (73-2014) comme il est naturel l'industrie a perdu environ 2,5 millions de salariés sur un total de 6 millions<sup>5</sup>.

---

<sup>4</sup> Atlantico du 12 janvier 2016

<sup>5</sup> Je sais parfaitement que certaines fonctions industrielles de 1973 se retrouvent dans les services aux entreprises. Je critique fortement cette forme d'analyse pour deux raisons. Tout d'abord la plupart du temps la fonction n'a pas disparu mais s'est compliquée, d'où l'externalisation des tâches correspondantes, ce qui ne réduit en rien le coût. Par ailleurs cela distend les liens du travail et entraîne une insatisfaction collective. Ce sera d'ailleurs aussi le cas des 35 heures qui entraînera une augmentation significative des « burn out ». Les entreprises ne sont pas les seules concernées car l'administration y est particulièrement sensible. Voir l'APHP



Personnellement, j'ajouterai quelque chose qu'on ne voit nulle part à savoir la disparition pure et simple d'activités qui n'ont pas réussi à s'adapter. Les indicateurs en sont les dépôts de bilan, les délocalisations, les rachats d'entreprises par les investisseurs étrangers. Toutes ces activités qui disparaissent du territoire national ne sont jamais recensées. On ne voit que ce qui existe sans jamais mesurer ce qui n'existe plus.

Ces disparitions engendrent une augmentation très forte de la productivité, et de la compétitivité des entreprises qui auront résisté. Par définition elle ne peuvent résister que si elles augmentent leur productivité, se concentrent sur les produits haut de gamme, et en ne gardant que leurs salariés les plus efficaces.

Malgré cela la rentabilité des entreprises françaises qui ont survécu à la volonté destructrice de nos dirigeants, est notoirement insuffisante. (La rentabilité économique est égale à EBE/capitaux nécessaires à l'exploitation). Cette rentabilité est en France d'à peine 8 % alors que dans tous les pays industrialisés elle est d'environ 15 %. Il ne faut donc pas s'étonner des rachats par les entreprises étrangères. Peu chères car leur rentabilité est insuffisante, très innovantes en raison de la masse des contraintes qui les obligent à être très à la pointe de leur secteur, elles n'ont que 3 évolutions possibles, délocaliser, se vendre à l'étranger ou disparaître.<sup>6</sup>

#### IV. Les déterminants de l'action

Devant une situation qui est la conséquence d'au moins 50 ans de détérioration du tissu industriel et de décisions toutes défavorables à l'industrie<sup>7</sup>, la seule réorganisation monétaire sera insuffisante

<sup>6</sup> Arcelor Mittal en donne un excellent exemple. Arcelor pour se maintenir avait développé des produits particulièrement techniques avec des résultats financiers passables. Dans le même temps Mittal, se développait dans les produits plus classiques. La rentabilité de Mittal dans les pays à bas coût, lui a donné les moyens de s'attaquer à Arcelor et de se procurer à cette occasion entre 10 et 15 ans de recherche technique. On pourrait multiplier les exemples en regardant l'évolution des entreprises du club des N°1 mondiaux français à l'exportation.

<sup>7</sup> Je ne méconnais pas le rôle du CIR ainsi que du CICE. Ces crédits d'impôts ont été créés pour compenser les alourdissements de fiscalité. Quand le ministre des finances parle de 40 Milliards pour les entreprises il oublie de rappeler

pour redresser notre économie. Même si l'on est extrêmement optimiste, il faut reconnaître que la situation de départ n'est guère encourageante. Selon certaines estimations, il semblerait que seulement 3000 entreprises contribueraient de manière positive à l'évolution industrielle. Ce chiffre est à comparer aux 10 000 entreprises allemandes.

Parmi les éléments qui sont réconfortants, on peut quand même s'appuyer sur les français dont un grand nombre ne demanderait qu'à rester en France plutôt que d'aller à Los Angeles, Londres ou Bruxelles. Parmi ceux qui sont restés, on ne peut qu'être admiratif devant l'énergie et l'imagination qu'il leur faut pour pouvoir survivre. Charles Gave a écrit à ce sujet un livre dont le titre est particulièrement évocateur : « des lions gouvernés par des ânes ». La France doit se reprendre. Son industrie et son agriculture peuvent s'adapter au monde actuel. Il ne fait nul doute, que les chefs d'entreprise ou ceux qui en postulent la responsabilité, sauront faire face à des conditions qui leur seront plus favorables.

Mais il faut pour cela changer complètement de système de pensée.

Il faut d'abord penser que l'industrie et l'agriculture sont là pour fabriquer des produits. Pour un industriel, la rentabilité est avant tout un moyen pour développer une activité à laquelle il croit. L'argent n'est que la conséquence d'une activité réussie, et l'espoir de développer d'autres productions.

Il faut aussi s'imprégner de l'idée que les entreprises et les chefs d'entreprise ne réussissent pas tout ce qu'ils entreprennent. Non seulement ils peuvent échouer totalement, mais aussi partiellement. Toutes les entreprises mondiales, connaissent de nombreux échecs. Les capitaux engagés n'ont pas toujours la rémunération escomptée. Les échecs, ne seront financés que par les succès.

Tout le monde croit ou feint de croire que le taux de profit est la rémunération du risque, et qu'il est toujours trop élevé<sup>8</sup>. La rentabilité des capitaux investis<sup>9</sup> est indispensable au développement économique. Contrairement aux affirmations maintes fois répétées, Nous avons démontré que le taux de profit n'est pas la rémunération du risque, mais le coût de ce risque.

Le taux moyen de profit des entreprises est égal au taux d'intérêt sans risque multiplié par l'inverse du taux de succès des activités. Cela signifie que les échecs doivent être payés par les succès. Cela est vrai au niveau de l'entreprise, mais encore plus à l'échelle de la nation. Cela revient à dire que les succès doivent payer les destructions de capital engendrées par les faillites, mais aussi les insuffisantes rentabilités dues aux différents gaspillages dans notre nation à le secret. Il faudra bien payer le désastre d'AREVA<sup>10</sup>.

---

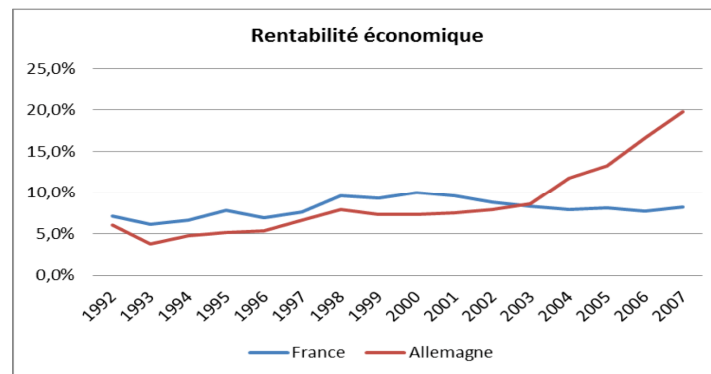
que ce CICE a été engendré par le matraquage fiscal de 65 milliards du début du quinquennat Hollande. Par ailleurs pourquoi prendre ce qui sera restitué. Sans doute pour socialiser un peu plus l'économie en développant les contrôles. Dans un de ses livres J. Lesourne dit de la France qu'elle serait une URSS qui aurait réussi. Je pense que la socialisation qui conduit à 57% de dépenses publiques, est une politique qui partout dans le monde a échoué, échoue et échouera.

<sup>8</sup> J'ai lu dans les Échos que les entreprises du CAC 40 allaient distribuer 40 milliards d'euros. Nulle part, un journaliste quelconque n'a eu l'idée de rapporter cela au capital que ces 40 milliards allaient rémunérer. J'ai fait le calcul, et les capitaux correspondants étaient de 4000 milliards d'euros. Le dividende représentait 1 %, c'est-à-dire moins que le livret A qui lui n'est pas soumis ni à la CSG, ni à l'impôt sur le revenu. Les détenteurs d'actions qui touchaient 1 %, se voyaient en outre passibles de l'ISF. Au total, ces dividendes ne profitaient qu'aux étrangers, et absolument pas aux investisseurs français. Ils ne payaient même pas les impôts qu'ils engendraient.

<sup>9</sup> les capitaux investis sont en général très largement sous-estimés. La valeur historique, en l'absence de réévaluation des bilans donnent une idée fautive de leur rentabilité. Or pour pouvoir progresser, il est nécessaire d'avoir une estimation aussi précise que possible de ces capitaux engagés.

<sup>10</sup> Il faudra bien payer le désastre d'AREVA et je pense personnellement qu'il faudrait stopper la construction des EPR qui me semblent être partis sur des bases fausses.

Pourquoi le taux de profit est-il si important ? Il faut considérer que toutes les entreprises lancent en permanence des projets pour leur activité future. On peut admettre que tous les sept ans les entreprises ont changé du tout ou tout, et que les produits qu'elles commercialisent, les conditions dans lesquelles interviennent, ont changé radicalement. Au moment d'être lancés, ces projets prévoient une certaine rentabilité des capitaux investis. Si tous les projets réussissaient, nous pourrions avoir un taux de profit égal au taux d'intérêt sans risque. Malheureusement il n'en est pas ainsi et le taux de profit des entreprises sert à financer leurs échecs. Il apparaît dès lors que si on a une rentabilité de 8 %, le nombre de projets que l'on pourra lancer sera plus faible que si notre rentabilité est de 15 %. En d'autres termes le taux d'échec qu'un industriel peut accepter est directement lié à son taux de profit.



Source Natixis

En France le taux de profit est de 8 %. En conséquence de cela, le taux d'échec qu'il est possible de financer est de l'ordre de 33 %. Cela signifie qu'au-delà d'un tiers d'échec sur des nouveaux projets les entreprises risquent d'être en difficulté. Il en résulte de manière claire que le nombre de projets qui au total seront lancés, seront en moins grand nombre que si la rentabilité était bien supérieure. Pour éclaircir disons que les entreprises françaises ne peuvent lancer que 100 projets, sur lesquelles seulement 66 réussiront.

Dans tous les autres pays industrialisés le taux de profit est de l'ordre de 15 %. Le taux d'échec acceptable s'en trouve augmenté. Ce taux d'échec acceptable est de l'ordre de 50 %. Le nombre de projets qui peuvent être lancés est augmenté. D'après nos analyses, cela conduirait les allemands, les États-Unis à lancer 200 projets, là où la France n'en lance que 100. Avec un taux d'échec de 50 %, les 100 succès financeront les 100 échecs. En valeur absolue les échecs sont plus nombreux mais toujours en valeur absolue cela nous donne plus de succès. Or ce sont les succès qui font les emplois.

## V. L'action

La première des décisions, est d'ordre macro-économique. Il s'agit de redonner grâce à une politique monétaire nouvelle des éléments de souplesse qui ont disparu depuis maintenant 21 ans avec la création de l'euro. C'est l'objet des autres chapitres de ce livre. Bien évidemment comme nous l'avons écrit dans la brochure éditée par Pomone, la réorganisation du système monétaire est une condition indispensable, elle n'en est pas suffisante pour autant.

Comme nous l'avons analysé en 2013 lors d'un colloque de Pomone, M. Spaethmann<sup>11</sup> et moi-même avons signalé qu'il fallait avant tout se préoccuper du compte d'exploitation de la France. Ce qui en termes plus classiques veut dire relancer la production et la rendre rentable. Ce problème est

<sup>11</sup> Président de Thyssen group

d'ailleurs également celui de la Grèce où toutes les productions, y compris les olives ont totalement disparu. Comment voulez-vous rembourser une dette<sup>12</sup>, si votre appareil productif est insuffisant et peu performant.

Compte tenu des analyses qui précèdent, il est de première importance que l'agriculture, et l'industrie retrouve des rentabilités suffisantes. Mais la question qui se pose immédiatement est de savoir comment l'économie pourrait repartir.

Certains éléments externes jouent favorablement depuis pratiquement un an, sans pour autant améliorer significativement les choses, ce qui justifie bien notre analyse qui consiste à dire que la réorganisation monétaire est une condition nécessaire, mais qu'elle n'est pas suffisante.

Normalement, la dépréciation de l'€, la baisse des taux d'intérêt, la baisse du prix du pétrole et des matières premières auraient dû à elles seules provoquer un choc de croissance. Ce ne fut pas le cas, mais a servi seulement à desserrer l'étau du déficit public.

Même si les éléments favorables à la croissance n'ont pas permis d'avoir une croissance suffisante pour faire repartir l'emploi, il n'en reste pas moins que les entreprises industrielles, en particulier les plus exportatrices, voient leur rentabilité s'améliorer significativement. Bien sûr leur nombre est insuffisant, mais elles constituent un petit noyau qui peut se révéler très utile pour propager le développement industriel à toute notre économie.

Le deuxième volet de l'action doit viser à rétablir la rentabilité des capitaux investis dans toutes les entreprises quelles qu'elles soient. Peu importe les moyens et procédés qui devront être mis en œuvre. Il est certain que le moyen le plus facile et le plus rapide serait d'alléger la fiscalité spécifique aux entreprises, et au marché du travail.

Il faudra pouvoir profiter complètement de la dévaluation de facto par rapport au dollar. Cela suppose la mise en place d'une politique nécessaire pour la reprise de l'activité à des niveaux qui soient toujours supérieurs à 2 %. La croissance potentielle de tous nos pays européens, dans la zone euro, a été bridée par un ensemble de réglementations, de normalisations, d'interventions étatiques. Au dire de certains la croissance potentielle ne pourrait pas dépasser 0,5 % aujourd'hui.

Il est essentiel de libérer les énergies du système productif. Cette affirmation serait un acte politique majeur et c'est par son affirmation que l'on devrait commencer dans tous les pays dont le déficit budgétaire ne fait que croître. Plutôt que de chercher à faire des plans de remboursement de dettes, en créant un endettement supplémentaire, il conviendrait de relancer l'activité économique.

En premier lieu, il convient de supprimer l'assistanat généralisé.

En deuxième lieu, il est essentiel de se donner un maximum de temps. Comment serait-il possible en trois ans, même au prix d'un effort acharné, de récupérer tout ce qui a été perdu au cours de la lente dégradation dont nous avons parlé ? Au-delà de politiques monétaires mieux adaptées à la structure économique de chacune des nations de l'union européenne, il conviendrait de retrouver des mécanismes d'échange entre pays de l'union. Pour que la politique de renouveau ait quelques chances de succès, il faudra accepter un certain protectionnisme européen<sup>13</sup>. Le renouveau d'un marché strictement européen, favorisera n'en pas douter le renouvellement du tissu des entreprises et l'émergence de nouvelles activités.

En troisième lieu, il faudra accepter que cessent les jalousies que dénoncent les responsables politiques de notre pays. Si de nouveaux projets existent, cela sera du avant tout aux entreprises existantes. Mais elles devront également supporter un certain nombre d'échecs inéluctables. Vouloir favoriser les entreprises industrielles, c'est accepter que celles qui ont survécu bénéficient d'un effet

<sup>12</sup> Les discussions du Fond Monétaire International et de l'UE sont étranges. On prête à la Grèce pour lui permettre de rembourser ses dettes. Où est le compte d'exploitation !

<sup>13</sup> je rappelle que Maurice Allais a défendu cette solution en permanence, sans que son prix Nobel lui permette d'être entendu. Voir également l'article de Girard dans le Figaro du 3 mai 2016



d'aubaine. Une politique favorable aux entreprises industrielles aura d'abord pour effet de renforcer « la richesse des entreprises existantes ».

En quatrième lieu, il faut cesser de donner des avantages spécifiques aux entreprises étrangères qui viennent s'installer sur notre sol. Je propose qu' on crée la clause de l'industrie la plus favorisée, où tous les avantages accordés aux investisseurs étrangers, soient également et dans les mêmes termes accordés aux investisseurs français.

Enfin, pour mener ces politiques favorables au système productif, il est essentiel de créer un très grand ministère de l'industrie, de l'agriculture, du commerce extérieur et du tourisme qui aurait pour tâche de répondre aux besoins des entrepreneurs. Ce ministère devrait être au secteur productif, ce que le Trésor et la Banque de France sont aux banques. Un tel ministère ne devrait pas vouloir faire de l'industrie à la place des industriels. Il devrait s'assurer que la politique des grands clients nationaux (SNCF RATP EDF Ministère des Armées etc.) correspond à un vrai renforcement des activités correspondantes.<sup>14</sup>

\*\*\*\*

\*\*

Nous cherchons à améliorer l'emploi. Contrairement aux solutions toujours choisies qui visent à interdire les licenciements<sup>15</sup>, et à créer des emplois aidés (aux coûts prohibitifs), il convient d'adopter une nouvelle réflexion.

La solution est très simple. **Il faut et il suffit d'accroître la profitabilité des entreprises** sur le sol national.

Il faut penser différemment. L'État et ses démembrements sont très mal armés pour faire une politique économique de succès. Non seulement ils échouent dans la gestion directe (voir les désastres des nationalisations ainsi que plus récemment Areva), mais ces échecs obèrent durablement la capacité du reste de l'économie à se développer.

Aujourd'hui, l'industrie et l'agriculture représente moins de 13 % du PIB, et surtout la valeur ajoutée de ces secteurs à monnaie constante est plus faible qu'elle n'était en 1980. Il n'y a donc pas lieu de s'étonner du déficit de notre balance commerciale, de la croissance de notre endettement, et surtout du sous-emploi permanent.

Nous pourrions nous donner quelques objectifs simples, passer de 13 % du PIB à 23 % sur une durée de cinq ans. Comme tous les choix de l'État en matière industrielle sont des choix à taux d'échec élevé, il faut faire sortir de la sphère publique le maximum possible. Il faut simplifier la législation aujourd'hui liberticide, et laisser leurs chances aux honnêtes gens. Arrêtons de subventionner les emplois et mobilisons les ressources pour le développement des activités.

Jacques Bainville, dans son histoire de France, s'étonnait toujours de voir la capacité de réaction de notre pays lorsque la liberté d'agir était donnée aux français. Mais leur en laisse t'on les moyens. Les hommes politiques actuels ne craignent ils pas beaucoup plus la bonne santé économique, le plein-emploi, que le chômage.

Saint Philibert le 21 Avril 2016

<sup>14</sup> certes cette politique serait mise en cause par Bruxelles, mais de devrions pouvoir avoir une exception ou tout simplement faire comme les Allemands dont le nationalisme économique n'est plus à prouver.

<sup>15</sup> aujourd'hui, il est infiniment plus facile pour deux époux de se séparer, que pour un employeur de se séparer de son salarié. À notre époque, où la volatilité des emplois est une réalité, la question de la rupture du contrat de travail se pose de manière permanente.